



NUMÉRO 07 nouvelle série
spécial 1^{er} Mai 2020

ÉDITORIAL

En avril,
ne te découvre pas d'un fil...
En mai...

Bon ce ne sera peut-être pas tout à fait ça dès le 11... mais ce mois de mai sera pourtant comme les autres, celui du déconfinement, de la plénitude du printemps et... de la gestation d'un monde nouveau ?

Car mai est source de mythes depuis longtemps et, consciemment ou non, le choix du 1^{er} mai pour la journée de lutte des travailleurs, lors de la création de la 2nde internationale socialiste à l'occasion de l'exposition universelle saluant à Paris le centenaire de 1789, s'inscrit dans un imaginaire collectif.

Mois de Maia –non pas l'abeille travailleuse mais la déesse romaine de la fécondité- les copistes du Moyen-âge, grands faussaires devant l'Éternel (!), en firent celui de la Madone, ce qui ne faisait qu'inscrire le « mois de Marie » dans le mythe païen de la gestation et du renouveau de la nature. Les chrétiens s'y retrouvèrent : après les contraintes du Carême, avec les premiers fruits et racines, avant l'été marqué par la soudure entre la récolte déjà mangée et la suivante à faire, mai est une pause, et l'annonce des richesses du lendemain, « Floréal » dira le calendrier laïque et républicain de Fabre d'Eglantine...

Cet imaginaire explique-t-il que le renouvellement des baux et contrats de travail se fasse chaque année le 1^{er} mai à Chicago, dans les années 1880 ? Ce jour est donc choisi par les syndicats anarchistes pour revendiquer la journée de huit heures. En 1886 la grève se prolonge et lors d'une fin de manifestation houleuse le 4 mai, des policiers sont tués ; c'est une provocation, ça fonctionne : 5 exécutions après une caricature de procès. Mais l'affaire suscite une mobilisation internationale de l'opinion ouvrière. La date est donc évidente pour le congrès de 1889 : inscrite dans une histoire partagée, et dans l'espérance d'un nouveau monde. D'ailleurs, comme le rappelle Danielle Tartakowski, poèmes, chansons, dessins, affiches fleurissent aussitôt.

.../...

Premiers Mails de guerre

DANS CE NUMÉRO :

Éditorial

En avril ne te découvre pas d'un fil...
En mai... **Page 1**

Actualité et arguments : 1ers Mails de guerre

1918 à Bourges **Page 3**
Le 1^{er} Mai 1942 : les honneurs,
la fête silencieuse (!),
ou la lutte, tout simplement **Page 5**

A la Une

Le Te n° 68 d'avril 1908
appelle au 1^{er} Mai
pour la première fois **Page 8**

A lire et faire connaître

Un dossier sur le site de l'IHS confédéral
La part du rêve,
histoire du 1erMai en France **Page 9**

Vie de l'IFHS

Page 10

Actualité et arguments : 1ers Mers de guerre

Le 1^{er} Mai 1918 à Bourges

Les débuts de la Grande Guerre sont marqués par l'Union Sacrée, selon la formule du président Poincaré. On le sait, la direction de la CGT s'inscrit dans ce cadre. En outre, la mobilisation et le bouleversement des emplois qu'elle induit, puis la migration des réfugiés des régions occupées et de Belgique, enfin la mobilisation industrielle paralysent l'action syndicale. Aussi peu d'évènements se produisent-ils lors des premiers 1^{er} Mers. Pourtant, en 1917, l'Union Sacrée éclate sous la pression des revendications salariales. En 1918, la durée du conflit

aidant, c'est la fin de la guerre qui devient l'enjeu revendicatif. La Russie a connu la révolution et l'armistice, c'est la révolution de Berlin qui induira l'arrêt des combats sur le front de l'Ouest. Mais le débat fait rage au sein même du syndicalisme : grève ou pas... ? Nous donnons dans les pages suivantes un extrait de l'ouvrage « *Hommes et femmes dans les usines d'armement...* » sur les événements de Bourges, y compris le tract du syndicat des Métaux, largement caviardé par la censure et néanmoins très clair.

Bourges en mai 1918 Rapports de police (AN F7/13358)

A Bourges, presque tous les ouvriers travaillaient pour la guerre. Comme il existait un complexe étatique avant-guerre, le syndicat était adhérent à la Fédération des Etablissements militaires. Son dirigeant était un socialiste, Eugène Lucain. Notons que la tradition socialiste du Cher était vaillantiste, donc syndicaliste révolutionnaire, mais Lucain resterait « *majoritaire* ». Il tirait 4 000 exemplaires de son bulletin, *La Défense*, ouvert pendant la guerre à toutes les expressions ouvrières, même si le titre en dit assez l'orientation. En 1918 il annonçait 3 500 adhérents.

Les affectés spéciaux étaient des milliers, et parmi eux des guesdistes venus du Nord, et de nombreux responsables de syndicats parisiens avant-guerre, de tendance révolutionnaire. Les premiers constituèrent dès 1915 une « *section socialiste de Bourges* » ; « *partisans avant tout de la fin immédiate des hostilités (...) ils ne se plaisent que dans l'action* ». Les seconds prirent l'initiative d'un « *Syndicat des métallurgistes et parties similaires* », avec pour secrétaire un modéré du Nord, et pour organe le *Bulletin du Syndicat des métallurgistes*. Ce syndicat appela à la grève pour le 1^{er} Mai 1917 avec un tract : « *A bas l'Union sacrée, à bas la guerre !* ». (...) En 1918 les Métaux annonçaient 4 500 adhérents.

(...) Déjà, en mai 1917, un partisan de la grève s'était fait applaudir à la réunion du syndicat Lucain, sans emporter pour autant la décision. De plus, les deux syndicats participaient à un « *Comité intercorporatif du Centre* ». Ajoutons que les réunions de chaque syndicat étaient ouvertes aux adhérents de l'autre : on se parlait.

Le mouvement commença dès le 16 janvier, quand l'application de la loi Mourier envoya à leur dépôt des ouvriers des classes 1913 et 1914. (...). Le 28 mars les Métaux annoncèrent un appel à la

grève du 1^{er} Mai. Au syndicat du personnel civil, tout le monde se proclamait pour la paix, mais elle devait être « honorable » pour les uns, et « immédiate » pour les autres. L'unanimité moins six voix sur 300 présents vota explicitement en faveur de « la thèse des minoritaires ». Un référendum confirma par environ 800 voix contre 700. Le syndicat avait basculé et appelait à la grève le 1^{er} Mai.

Ce jour-là, déferlant par milliers, les manifestants crièrent « A bas la guerre, vive la paix ! » derrière les drapeaux rouges. Le 2, les ateliers furent fermés, et le 3 des violences à l'entrée donnèrent le prétexte à 7 arrestations, plusieurs ouvrières furent mises à pied, menacées du conseil de guerre et expulsées de leurs logements. Mais comme Paris s'agitait à son tour, que l'on participait au congrès des minoritaires à Saint-Etienne, et que des mobilisés continuaient à être envoyés au front, le 16 mai quelques 2 000 ouvriers décidèrent à la Bourse du travail de reprendre la grève, un comité de grève se mit en place.

Le mouvement resta pourtant minoritaire, ne s'étendit que modérément... « Ce n'est pas une poignée de grévistes qui peuvent mener la lutte » dirent reconnaître les dirigeants anarchistes eux-mêmes. Malgré de fortes résistances, la Fédération des Métaux parvint à obtenir la reprise du travail. La pièce était jouée, si ce n'était une répétition générale.



L'appel à la grève ne put pas être imprimé. Mais l'espace laissé en blanc signifiait à lui seul le mot d'ordre interdit.

Le 1^{er} Mai 1942 : les honneurs, la fête silencieuse (!), ou la lutte, tout simplement.

L'on est au plus sombre moment de la guerre, le point culminant de l'offensive des dictatures sur tous les fronts.

En France, la zone laissée « libre » par la convention d'armistice ne sera pourtant occupée qu'à partir du 11 novembre 1942. Le régime de Vichy peut encore faire illusion et tenter de se construire une légitimité. Pour éviter d'avoir à compter des grévistes le 1^{er} Mai, et en conformité avec la devise de la « *révolution nationale* », le fameux « *Travail, famille Patrie* », il décide faire de la Saint Philippe - prénom du maréchal- qui tombe justement le 1^{er} Mai, une « *fête du travail et de la concorde sociale* » chômée. Le travail est donc à l'honneur, ce qui pour le maréchal est aussi une critique de cet « *esprit de jouissance* » qui, sous le Front Populaire aurait remplacé l'esprit de « *sacrifice* ».



Affiche de Roland Hugon pour l'Etat Français, BHVP Ville de Paris

Mais l'on est aussi à un moment où l'activité revendicative a recommencé à travers le pays et la CGT appelle à manifester, à faire grève –voir pages suivantes. A Londres, le général de Gaulle préside le Comité français de Libération, mais le Conseil national de la Résistance est loin d'exister encore. Il est alors bien difficile à ce général de se faire admettre par les Alliés comme représentatif. Pour cela, il aura besoin des forces vives de la Résistance en France même, et d'un soutien populaire visible opposé à la « *voie de la collaboration* » suivie par le maréchal. C'est ce qui explique le discours du 30 avril à la BBC.

Discours du général de Gaulle à la BBC le 30 avril 1942

Le 1er mai est une fête nationale.

Tous les Français, toutes les Françaises, l'acclament de tout leur cœur.

Fête nationale! Parce qu'elle est, par excellence, la fête des travailleurs. De ceux qui, de leurs mains, remuent la bonne vieille terre de France, de ceux qui, de leurs mains, la fouillent pour en tirer métaux et charbon, de ceux dont les mains fabriquent, à l'usine ou à l'atelier, tout ce qui rend meilleure la vie des autres.

Fête nationale! Parce que, dans les pires drames de notre Histoire, c'est du peuple laborieux que se levèrent toujours les grandes vagues profondes dont la patrie sortit sauvée, libérée, renouvelée. (...)

Fête nationale! Parce qu'ils sont révolus les temps funestes où les Français luttèrent entre eux sans se comprendre et sans s'aimer. Parce que les Français, éclairés par l'affreuse lumière du désastre, de la misère et de la trahison, ne veulent plus s'inspirer, les uns vis-à-vis des autres, que de la simple et consolante fraternité. Parce qu'aujourd'hui, malgré la faim, l'oppression, l'infâme propagande, ce sont les travailleurs français, ceux de la terre, ceux des usines, ceux des transports, qui donnent, au milieu des ennemis et des traîtres qui les servent, l'exemple de la résistance, qui forment les troupes et arment les navires de la France toujours combattante et qui, par tant de sacrifices, dont les plus obscurs sont aussi les plus grands, maintiennent, malgré tout, l'honneur, la gloire, la majesté du peuple français.

Voilà pourquoi demain, 1er mai, tous les Français, toutes les Françaises répondront à l'appel des travailleurs de France.

Voilà pourquoi, demain 1er mai, à partir de 18 h 30, tous les Français, toutes les Françaises, passeront silencieusement et individuellement devant les statues de la République et devant les mairies de nos villes et de nos villages.

Tous seront unis dans la volonté de faire que de cette guerre sortent, pour la patrie, la libération, la grandeur, la sécurité et, pour chaque travailleur français, les conditions d'une vie libre, digne, assurée, à laquelle il a droit comme homme et qu'il a, comme Français, si noblement méritée.

Demain 1er mai, par cette immense et muette manifestation, la France se prouvera à elle-même et fera comprendre à l'ennemi qu'elle a retrouvé, dans l'union fraternelle de tous ses enfants, l'ardente certitude de son destin.

La CGT, par la Vie Ouvrière clandestine, reproduite sous des formats divers, appelle à faire une journée de grève et de manifestations. En zone libre, les cortèges furent nombreux et ne suivirent pas la consigne de silence : on chanta *l'Internationale* et la *Marseillaise*. Au Nord, il y eut quelques rassemblements, plus ou moins protégés par des groupes armés. La tradition de l'impertinence se maintiendra souvent le 1^{er} Mai 1943 : américain sur la manufacture de Tulle, tricolore sur l'atelier de Roanne, des drapeaux seront vus flottant au vent.

Les gouvernements de la Libération, entre 1946 et 1948, firent plusieurs lois pour finalement instituer une fête du Travail chômée et payée.

La Vie Ouvrière



Journée de lutte pour la démolition du fascisme, pour la liberté, pour le pain

FAITES GRÈVE, MANIFESTEZ DANS LA RUE !

Le Premier Mai, Journée internationale des travailleurs, sera célébré en 1942 dans la lutte implacable contre le fascisme. Contre ce monstre qui ensangante le monde, et qui, par des violences sans exemple dans le passé, cherche à assurer la domination d'une petite minorité de géoprotectés sur tous les peuples de l'univers.

A la lutte traditionnelle pour leur libération sociale, les travailleurs de tous les pays joindront, cette année, la lutte pour la libération nationale dans les pays envahis par les cliques fascistes et l'effort commun pour assurer leur prompt défité sur tous les fronts de combat.

Jamais la classe ouvrière ne s'était trouvée en présence d'une tâche plus impérieuse et plus claire. Jamais son unité n'avait été plus nécessaire et plus simple à réaliser. Jamais ses devoirs n'avaient été plus grands et plus nobles.

Dans ce combat gigantesque de la civilisation et du progrès contre la barbarie et l'obscurantisme, son rôle est de montrer l'exemple du courage et de l'abnégation. Elle doit prendre résolument la tête de toutes les forces progressives, leur montrer la voie de la libération : celle de l'action incessante, quotidienne contre les ennemis de l'Humanité partout où ils se trouvent.

L'exemple de l'U. R. S. S.

Le Premier Mai 1942, il y aura dix mois que le Peuple Soviétique, son Armée Rouge, sous la direction générale de STALINE, aimé et vénéré des travailleurs du monde entier, luttent héroïquement contre la barbarie fasciste. Ils ont infligé aux hordes hitlériennes qui se croyaient invincibles leurs premières et sanglantes défaites. Leur exemple a suscité le courage, l'enthousiasme chez les peuples asservis ou menacés.

Les travailleurs de l'Union Soviétique, qu'ils combattent dans les rangs de l'Armée Rouge, dans les groupes de partisans ou qu'ils déjouent leurs efforts dans les usines, les mines et les exploitations agricoles, montrent la voie aux ouvriers de l'univers.

Forger des armes dans les usines des Etats-Unis et de Grande-Bretagne, arrêter la production de guerre, la saboter dans les pays occupés et en Allemagne, désorganiser les transports de l'ennemi commun des travailleurs, le fascisme; travailler d'une part avec ardeur pour servir les buts de guerre de son bourreau. Sa liberté les plus élémentaires ont été détruites, ses syndicats indépendants dissolus. Des dizaines de milliers de ses fils parmi les meilleurs ont été dans les prisons, les camps de concentration, et torturés ou déportés dans les bagues hitlériennes de l'Est;

Misère et Esclavage

Pour la deuxième fois, la France célèbre le Premier Mai sous la botte de l'occupant hitlérien.

Trahie, vendue par une mafia d'agents de l'ennemi et par des généraux félon, la France subit le double joug de l'occupation étrangère et d'un gouvernement de traîtres à la solde de l'étranger. Avec l'appui de ses valets de Vichy et de Paris, l'occupant impose aux Français une vie de misère et d'esclavage.

Tous ses biens, ses matières premières, les produits du sol, son outillage sont mis en coupe réglée pour servir les buts de guerre de son bourreau. Sa liberté les plus élémentaires ont été détruites, ses syndicats indépendants dissolus. Des dizaines de milliers de ses fils parmi les meilleurs ont été dans les prisons, les camps de concentration, et torturés ou déportés dans les bagues hitlériennes de l'Est;

Arrêtez toute production en faveur de l'ennemi

Tandis que l'héroïque Armée Rouge combat les hordes fascistes, Hitler mobilise les usines des pays occupés pour produire du matériel de guerre.

Sur les champs de bataille de l'Union Soviétique, des tanks, des camions, des avions, des armes fabriqués dans les usines françaises par des ouvriers français, transportés en partie par des cheminots français, sont utilisés contre nos frères de l'U. R. S. S.

Le sabotage partiel, le ralentissement de la cadence effectués jusqu'à ce jour sont nettement insuffisants. Travailler pour les Allemands, c'est trahir la cause de la France, c'est frapper dans le dos de l'Union Soviétique et son Armée Rouge, qui combattent pour la libération du monde. C'est s'exposer aux bombardements légitimes de l'aviation anglaise et à la mort pour Hitler. C'est indigné d'un ouvrier consentir.

METALLURGISTES FRANÇAIS ! Que ce Premier Mai 1942 marque votre volonté de ne plus rien faire pour la guerre hitlérienne. Désertez définitivement les usines de guerre; allez travailler à la campagne. Sabotez les machines, les centrales, les moteurs. Incendiez les usines.

N'oubliez pas que vous avez des morts à venger, Timbaut et tant d'autres. **JAINEURS !** Refusez d'extraire le charbon qui part pour l'Allemagne. Empêchez les puits de fonctionner.

La mémoire de vos défunts mineurs, de vos militants fusillés par les soudards prussiens crée vengeance.

CHEMINOTS ! Tout ce que les boches pillent dans notre pays ainsi que leurs troupes est transporté par vous. Cela doit finir. Votre devoir envers la France, votre devoir de solidarité internationale l'exige.

Pierre Bernard, Christian, Pourchasse, fusillés par les occupants; Jean Catalas guillotiné par Vichy sur l'ordre des occupants, c'est un défi qui vous est lancé, une insulte que vous devez relever.

Ce Premier Mai, faites le serment de venger vos morts. Sabotez les transports, endommagez le matériel, faites dérailler les trains.

OUVRIERS DE TOUTES CORPORATIONS ! Votre puissance est formidable. Unis pour la lutte, vous battez l'occupant et les traîtres. Participez de toutes vos forces, de tout votre courage à la bataille des peuples libres contre le fascisme.

Exigez l'augmentation de vos salaires et l'amélioration du ravitaillement par la grève et l'occupation des entreprises.

Déposez partout vos cahiers de revendications, exigez une réponse immédiate. Et en vous refusant satisfaction, arrêtez le travail et poursuivez la lutte jusqu'à ce que vous ayez gain de cause.

Ne laissez opérer aucune arrestation parmi vous. Si un seul d'entre vous est frappé, cessez le travail, manifestez jusqu'à ce qu'on vous l'ait rendu. Exigez la libération des emprisonnés et des internés.

Si les boches fusillent un des vôtres, répondez par des actions justicières contre les assassins. La mort pour la mort, le sang pour le sang.

Nous nous adressons aux travailleurs allemands

En ce Premier Mai de combat, nous, travailleurs français opprimés par les fascistes allemands, nous nous adressons aux travailleurs d'Allemagne. La haine implacable que nous nourissons à l'égard de la clique hitlérienne qui gouverne provisoirement l'Allemagne n'attend pas le Peuple allemand.

Aujourd'hui, nous voulons rappeler solennellement à la classe ouvrière d'outre-Rhin le Premier Mai passé où nous communiâmes par-dessus les frontières. Les prolétaires perdirent apparemment les représentants ouvriers de Berlin venus leur apporter le salut fraternel de leurs mandants; les travailleurs de Berlin acclamèrent les délégués de ceux de Paris affirmant la solidarité des peuples.

Ces manifestations étaient des engagements de respecter notre mutuels indé-

des centaines sont assassinés par les traîtres ou les soudards prussiens.

La police spéciale d'un Pacheu collabore avec la Gestapo pour faire régner le terreur dans le pays.

En ces deux années d'occupation fasciste, la situation des masses laborieuses s'est considérablement aggravée. Les denrées alimentaires et les vêtements sont devenus de plus en plus rares, tandis que les produits réquisitionnés par Vichy sur l'ordre des occupants prenaient le chemin de l'Allemagne.

Les salaires sont maintenus à des taux extrêmement bas alors que les grands capitalistes qui collaborent avec l'occupant réalisent des bénéfices scandaleux en travaillant contre la France.

La misère et l'esclavage, voilà ce qu'apporte l'occupation fasciste et la trahison des collaborationnistes.

Tous les actes des occupants et des traîtres respirent la haine qu'ils nourrissent à l'égard de la classe ouvrière.

En France occupée, les soudards prussiens exercent avec morgue leur dictature dans les entreprises. Ils prétendent empêcher les ouvriers de former leurs revendications. A la libération d'organisation et de grève, ils opposent les usines de leurs commanditaires; leurs mitrailleuses sont braquées sur les usines et les chantiers où les ouvriers luttent pour le pain.

Parmi les centaines de patriotes fusillés, ils ont choisi avec soin les meilleurs militants ouvriers. Ils les assassinent pour leur compte et pour le compte des traîtres, leurs complices.

Le gouvernement de Vichy ne reste pas en arrière de ses maîtres hitlériens. Il copie soigneusement leurs méthodes. Il bâtit les baionnettes allemandes qui les précèdent contre le mouvement populaire.

La police est copiée sur la Gestapo. Il a emprunté au fascisme les camps de concentration et les tortures infligées aux prisonniers. Il a détruit les syndicats qu'il prétend remplacer par le « Front du Travail » hitlérien baptisé Charte du Travail. Ce gouvernement a sur la conscience l'assassinat d'ouvriers français condamnés à mort et exécutés sur ses ordres.

Vers une action plus décisive

Mais par tout le Peuple, occupants et traîtres veulent se maintenir par la terreur et par le crime.

La classe ouvrière française ne s'est jamais soumise à la dictature des fascistes de Berlin et de Vichy. Elle considère comme des traîtres, qui paieront leurs torts, tous ceux qui collaborent avec l'oppressur et voudraient l'entraîner elle aussi dans la voie de la collaboration.

Un coup de centaines de grèves partielles, elle a lutté pour ses revendications malgré les menaces et la répression. Elle n'acceptera jamais les chaînes qu'on lui présente sous la forme d'organisations fascistes.

Jalouse de sa liberté, elle combattra pour reconquérir son droit d'organisation. Elle reconstituera ses syndicats indépendants. Elle chassera les traîtres qui se sont installés aux postes de directions syndicales à la place de ses élus et qui s'y maintiennent avec l'aide de la police et de la Gestapo. Unis dans la volonté de lutter et de vaincre, elle reconstituera son unité d'organisation.

Mais les événements appellent à une action plus énergique et plus décisive. Ce Premier Mai, dont les fibustiers du fascisme et de la trahison essaient de s'emparer en l'amaussant, sera pour elle une journée de combat.

pendance et de nous prêter assistance contre quiconque voudrait y toucher.

OUVRIERS ALLEMANDS ! Des centaines des nôtres ont payé de leur liberté l'action menée contre l'oppression que faisaient peser sur nous une poignée de grands capitalistes français alliés à vos Krupp, les mêmes d'ailleurs qui collaborent aujourd'hui avec Hitler. Nous avons lutté contre l'occupation de la Ruhr. Nous nous sommes battus pour soulager vos misères.

Quand la dictature hitlérienne s'est abattue sur vous, que des milliers des vôtres ont dû fuir la torture et la mort, nous les avons fraternellement accueillis; nous les avons défendus contre les hyènes arrogées de chez nous qui voulaient les livrer à leurs bourreaux. Ce sont d'ailleurs ces mêmes hommes qui, à Paris et à Vichy, lâchent aujourd'hui les boîtes des soudards prussiens.

Luttez avec nous, non contre nous

Aujourd'hui nous nous tournons vers vous et nous vous disons : Regardez ce que vos gouvernements font de notre pays. Ils abiment la misère et la mort. Ils violentent tout un peuple. Ils massacrent des milliers de patriotes. Ils fusillent nos meilleurs militants ouvriers. Pour cela, ils s'appuient sur l'armée dont vous faites partie, dont vous, prolétaires, composez la grande majorité. Que faites-vous pour remplir votre devoir de solidarité internationale ?

Le Peuple de France ne s'inclinera ni devant la menace et devant la violence, vous vous en êtes rendus compte. Il se battra avec courage, sans crainte des sacrifices jusqu'à ce qu'il ait reconquis son indépendance et que le dernier soldat allemand ait été chassé de son territoire.

Mais vous, quand vos pelotons d'exécution couchent nos frères et que vous participez à ces tueries, ne sentez-vous pas la honte vous envahir ? Quand vous laissez la Gestapo ou les sections hitlériennes braquer des mitrailleuses contre les ouvriers qui luttent pour leur liberté et leur pain, quand vous assistez passifs aux persécution sans nom dont les Français sont victimes de la part de vos officiers et des S. S., ne sentez-vous pas que vous faillissez aux devoirs les plus élémentaires de la solidarité ouvrière internationale ?

Le fascisme sera battu, écrasé. Nous, travailleurs français, nous participerons de tout notre cœur, de toutes nos forces, à sa défité. Vous pouvez faire que cette défité ne soit pas la vôtre.

Votre devoir et votre intérêt sont de lutter avec nous et non contre nous. Ce sont des travailleurs qui vous font cet appel, et qui peuvent le faire parce qu'ils ont accompli envers vous les devoirs qu'ils vous rappellent aujourd'hui.

Travailleurs français de toutes industries et des Services Publics

Le Premier Mai, cessez partout le travail, faites de cette journée une grande journée d'union et de combat.

Descendez dans la rue et manifestez. Que retentissent partout vos cris et vos chants de lutte et d'espérance.

EN AVANT !

- POUR :
- Libérer la France,
- Chasser l'occupant de notre sol,
- Châtier les traîtres,
- Empêcher nos usines de travailler pour l'oppressur,
- L'augmentation de nos salaires et l'amélioration du ravitaillement,
- La liberté d'organisation et l'indépendance syndicale,
- La libération de nos emprisonnés et pour venger nos morts.

L'Union des Comités Populaires de France.



Seine. A. Maichel. 19352

LE Travailleur de l'Etat

ORGANE OFFICIEL de l'Union Fédérative des Travailleurs de l'Etat

| | | | | |
|--|--|---|--|--|
| Les communi- cations et renseignements doivent être adressés au Secrétaire Général, Commission du Journal, 2, rue du Château-d'Eau, Paris (X ^e). | La résistance à l'oppression est le plus sacré des devoirs | REDICTION ET ADMINISTRATION: 3, rue du Château-d'Eau, PARIS (X ^e) | La résistance à l'oppression est le plus sacré des devoirs | Les communi- cations et renseignements doivent être adressés au Secrétaire Général, Commission du Journal, 2, rue du Château-d'Eau, Paris (X ^e). |
|--|--|---|--|--|

Le 1^{er} Mai

Le 1^{er} Mai est proche. Vous-
avez cette année toute l'ampleur
de nos célébrations qu'il est ?
Cela dépendra des travailleurs.
Beaucoup trop nombreux sont
encore ceux qui, dans la classe
ouvrière, croient que les manifesta-
tions du 1^{er} Mai n'ont pas leur
utilité. Pour les uns, c'est un jour
de chômage qui n'a rien d'autre
résultat que de faire diminuer le
paie de huitaine ou de quinzaine.
Pour les autres, c'est un jour de
récréation dont on profitera pour
aller à la campagne ou au ciné-
ma.

Tous deux sont ceux qui, par
leur présence dans les Bourses de
Travail, montrent le désir réel de
faire le démantèlement des forces
productivistes, et de participer à
l'étude des revendications à pré-
senter aux Pouvoirs publics et au
parlement.

Pourtant c'est là, dans nos
Bourses de Travail, qu'est la
véritable action, c'est de là que
partent les manifestations ayant
un sens réel. C'est là qu'on discute
les rapports entre salariés et
industriels et qu'on recherche les
moyens d'améliorer la situation
des premiers, c'est là qu'on affirme
sa volonté de conquérir la
journée de 8 heures et d'autres
avantages immédiatement réalisables.

Nos camarades de l'industrie
voient, sans aucun doute, renouve-
ler l'effort qu'ils font tous les ans
à pareille époque. Nous de sau-
sons trop rappeler aux ouvriers
de l'Etat que leurs intérêts sont
identiques à ceux des ouvriers de
l'industrie et nous ne pouvons
que les inviter à se joindre à eux
pour une action qui doit être pro-
fitable à tous.

LA COMMISSION DU JOURNAL

LES CONGÉS

La Chambre, chargée en 1967
d'étudier, pour se reporter sur le
travail, parait en vacances. Cette
absence n'est-elle pas un désaveu
de la régle et un refus sans
ambiguïté de la classe ouvrière de
l'Etat ?

En ce qui concerne la Chambre
d'arrêter les décisions de la Guerre
et de la Marine, celle-ci diffère
sur la question de la durée de la
vacance de la Marine. Mais le
gouvernement est sollicité de
faciliter cette réforme par tous les
moyens possibles.

Les vacances de la Marine sont
un sujet de la Marine. Mais le
gouvernement est sollicité de
faciliter cette réforme par tous les
moyens possibles.

Le 1^{er} Mai est proche. Vous-
avez cette année toute l'ampleur
de nos célébrations qu'il est ?
Cela dépendra des travailleurs.

Qui dira du 1^{er} Mai, le Ministère
des Finances de nous communique
le rapport de la Commission Inter-
ministérielle ? Ne sommes-nous pas en
droit de connaître quel sera notre
rapport à la Commission Inter-
ministérielle et que le gouver-
nement nous fait-il attendre ?
Cela dépendra des travailleurs.

Beaucoup trop nombreux sont
encore ceux qui, dans la classe
ouvrière, croient que les manifesta-
tions du 1^{er} Mai n'ont pas leur
utilité. Pour les uns, c'est un jour
de chômage qui n'a rien d'autre
résultat que de faire diminuer le
paie de huitaine ou de quinzaine.
Pour les autres, c'est un jour de
récréation dont on profitera pour
aller à la campagne ou au ciné-
ma.

Tous deux sont ceux qui, par
leur présence dans les Bourses de
Travail, montrent le désir réel de
faire le démantèlement des forces
productivistes, et de participer à
l'étude des revendications à pré-
senter aux Pouvoirs publics et au
parlement.

Pourtant c'est là, dans nos
Bourses de Travail, qu'est la
véritable action, c'est de là que
partent les manifestations ayant
un sens réel. C'est là qu'on discute
les rapports entre salariés et
industriels et qu'on recherche les
moyens d'améliorer la situation
des premiers, c'est là qu'on affirme
sa volonté de conquérir la
journée de 8 heures et d'autres
avantages immédiatement réalisables.

Nos camarades de l'industrie
voient, sans aucun doute, renouve-
ler l'effort qu'ils font tous les ans
à pareille époque. Nous de sau-
sons trop rappeler aux ouvriers
de l'Etat que leurs intérêts sont
identiques à ceux des ouvriers de
l'industrie et nous ne pouvons
que les inviter à se joindre à eux
pour une action qui doit être pro-
fitable à tous.

LA COMMISSION DU JOURNAL

LES CONGÉS

La Chambre, chargée en 1967
d'étudier, pour se reporter sur le
travail, parait en vacances. Cette
absence n'est-elle pas un désaveu
de la régle et un refus sans
ambiguïté de la classe ouvrière de
l'Etat ?

En ce qui concerne la Chambre
d'arrêter les décisions de la Guerre
et de la Marine, celle-ci diffère
sur la question de la durée de la
vacance de la Marine. Mais le
gouvernement est sollicité de
faciliter cette réforme par tous les
moyens possibles.

Les vacances de la Marine sont
un sujet de la Marine. Mais le
gouvernement est sollicité de
faciliter cette réforme par tous les
moyens possibles.

Le 1^{er} Mai est proche. Vous-
avez cette année toute l'ampleur
de nos célébrations qu'il est ?
Cela dépendra des travailleurs.

Les avantages des ouvriers de la
Guerre sur ceux de la Marine sont
un sujet de la Marine. Mais le
gouvernement est sollicité de
faciliter cette réforme par tous les
moyens possibles.

Beaucoup trop nombreux sont
encore ceux qui, dans la classe
ouvrière, croient que les manifesta-
tions du 1^{er} Mai n'ont pas leur
utilité. Pour les uns, c'est un jour
de chômage qui n'a rien d'autre
résultat que de faire diminuer le
paie de huitaine ou de quinzaine.
Pour les autres, c'est un jour de
récréation dont on profitera pour
aller à la campagne ou au ciné-
ma.

Tous deux sont ceux qui, par
leur présence dans les Bourses de
Travail, montrent le désir réel de
faire le démantèlement des forces
productivistes, et de participer à
l'étude des revendications à pré-
senter aux Pouvoirs publics et au
parlement.

Pourtant c'est là, dans nos
Bourses de Travail, qu'est la
véritable action, c'est de là que
partent les manifestations ayant
un sens réel. C'est là qu'on discute
les rapports entre salariés et
industriels et qu'on recherche les
moyens d'améliorer la situation
des premiers, c'est là qu'on affirme
sa volonté de conquérir la
journée de 8 heures et d'autres
avantages immédiatement réalisables.

Nos camarades de l'industrie
voient, sans aucun doute, renouve-
ler l'effort qu'ils font tous les ans
à pareille époque. Nous de sau-
sons trop rappeler aux ouvriers
de l'Etat que leurs intérêts sont
identiques à ceux des ouvriers de
l'industrie et nous ne pouvons
que les inviter à se joindre à eux
pour une action qui doit être pro-
fitable à tous.

LA COMMISSION DU JOURNAL

LES CONGÉS

La Chambre, chargée en 1967
d'étudier, pour se reporter sur le
travail, parait en vacances. Cette
absence n'est-elle pas un désaveu
de la régle et un refus sans
ambiguïté de la classe ouvrière de
l'Etat ?

En ce qui concerne la Chambre
d'arrêter les décisions de la Guerre
et de la Marine, celle-ci diffère
sur la question de la durée de la
vacance de la Marine. Mais le
gouvernement est sollicité de
faciliter cette réforme par tous les
moyens possibles.

Les vacances de la Marine sont
un sujet de la Marine. Mais le
gouvernement est sollicité de
faciliter cette réforme par tous les
moyens possibles.

Le 1^{er} Mai est proche. Vous-
avez cette année toute l'ampleur
de nos célébrations qu'il est ?
Cela dépendra des travailleurs.

Mais, en tous les cas, l'urgence
de la 1^{re} Mai sera vaine d'attendre
de sa manifestation en Europe
de 1968.

Beaucoup trop nombreux sont
encore ceux qui, dans la classe
ouvrière, croient que les manifesta-
tions du 1^{er} Mai n'ont pas leur
utilité. Pour les uns, c'est un jour
de chômage qui n'a rien d'autre
résultat que de faire diminuer le
paie de huitaine ou de quinzaine.
Pour les autres, c'est un jour de
récréation dont on profitera pour
aller à la campagne ou au ciné-
ma.

Tous deux sont ceux qui, par
leur présence dans les Bourses de
Travail, montrent le désir réel de
faire le démantèlement des forces
productivistes, et de participer à
l'étude des revendications à pré-
senter aux Pouvoirs publics et au
parlement.

Pourtant c'est là, dans nos
Bourses de Travail, qu'est la
véritable action, c'est de là que
partent les manifestations ayant
un sens réel. C'est là qu'on discute
les rapports entre salariés et
industriels et qu'on recherche les
moyens d'améliorer la situation
des premiers, c'est là qu'on affirme
sa volonté de conquérir la
journée de 8 heures et d'autres
avantages immédiatement réalisables.

Nos camarades de l'industrie
voient, sans aucun doute, renouve-
ler l'effort qu'ils font tous les ans
à pareille époque. Nous de sau-
sons trop rappeler aux ouvriers
de l'Etat que leurs intérêts sont
identiques à ceux des ouvriers de
l'industrie et nous ne pouvons
que les inviter à se joindre à eux
pour une action qui doit être pro-
fitable à tous.

LA COMMISSION DU JOURNAL

LES CONGÉS

La Chambre, chargée en 1967
d'étudier, pour se reporter sur le
travail, parait en vacances. Cette
absence n'est-elle pas un désaveu
de la régle et un refus sans
ambiguïté de la classe ouvrière de
l'Etat ?

En ce qui concerne la Chambre
d'arrêter les décisions de la Guerre
et de la Marine, celle-ci diffère
sur la question de la durée de la
vacance de la Marine. Mais le
gouvernement est sollicité de
faciliter cette réforme par tous les
moyens possibles.

Les vacances de la Marine sont
un sujet de la Marine. Mais le
gouvernement est sollicité de
faciliter cette réforme par tous les
moyens possibles.

Le 1^{er} Mai est proche. Vous-
avez cette année toute l'ampleur
de nos célébrations qu'il est ?
Cela dépendra des travailleurs.

Mais, en tous les cas, l'urgence
de la 1^{re} Mai sera vaine d'attendre
de sa manifestation en Europe
de 1968.

Beaucoup trop nombreux sont
encore ceux qui, dans la classe
ouvrière, croient que les manifesta-
tions du 1^{er} Mai n'ont pas leur
utilité. Pour les uns, c'est un jour
de chômage qui n'a rien d'autre
résultat que de faire diminuer le
paie de huitaine ou de quinzaine.
Pour les autres, c'est un jour de
récréation dont on profitera pour
aller à la campagne ou au ciné-
ma.

Tous deux sont ceux qui, par
leur présence dans les Bourses de
Travail, montrent le désir réel de
faire le démantèlement des forces
productivistes, et de participer à
l'étude des revendications à pré-
senter aux Pouvoirs publics et au
parlement.

Pourtant c'est là, dans nos
Bourses de Travail, qu'est la
véritable action, c'est de là que
partent les manifestations ayant
un sens réel. C'est là qu'on discute
les rapports entre salariés et
industriels et qu'on recherche les
moyens d'améliorer la situation
des premiers, c'est là qu'on affirme
sa volonté de conquérir la
journée de 8 heures et d'autres
avantages immédiatement réalisables.

Nos camarades de l'industrie
voient, sans aucun doute, renouve-
ler l'effort qu'ils font tous les ans
à pareille époque. Nous de sau-
sons trop rappeler aux ouvriers
de l'Etat que leurs intérêts sont
identiques à ceux des ouvriers de
l'industrie et nous ne pouvons
que les inviter à se joindre à eux
pour une action qui doit être pro-
fitable à tous.

LA COMMISSION DU JOURNAL

LES CONGÉS

La Chambre, chargée en 1967
d'étudier, pour se reporter sur le
travail, parait en vacances. Cette
absence n'est-elle pas un désaveu
de la régle et un refus sans
ambiguïté de la classe ouvrière de
l'Etat ?

En ce qui concerne la Chambre
d'arrêter les décisions de la Guerre
et de la Marine, celle-ci diffère
sur la question de la durée de la
vacance de la Marine. Mais le
gouvernement est sollicité de
faciliter cette réforme par tous les
moyens possibles.

Les vacances de la Marine sont
un sujet de la Marine. Mais le
gouvernement est sollicité de
faciliter cette réforme par tous les
moyens possibles.

Le 1^{er} Mai est proche. Vous-
avez cette année toute l'ampleur
de nos célébrations qu'il est ?
Cela dépendra des travailleurs.

Mais, en tous les cas, l'urgence
de la 1^{re} Mai sera vaine d'attendre
de sa manifestation en Europe
de 1968.

Beaucoup trop nombreux sont
encore ceux qui, dans la classe
ouvrière, croient que les manifesta-
tions du 1^{er} Mai n'ont pas leur
utilité. Pour les uns, c'est un jour
de chômage qui n'a rien d'autre
résultat que de faire diminuer le
paie de huitaine ou de quinzaine.
Pour les autres, c'est un jour de
récréation dont on profitera pour
aller à la campagne ou au ciné-
ma.

Tous deux sont ceux qui, par
leur présence dans les Bourses de
Travail, montrent le désir réel de
faire le démantèlement des forces
productivistes, et de participer à
l'étude des revendications à pré-
senter aux Pouvoirs publics et au
parlement.

Pourtant c'est là, dans nos
Bourses de Travail, qu'est la
véritable action, c'est de là que
partent les manifestations ayant
un sens réel. C'est là qu'on discute
les rapports entre salariés et
industriels et qu'on recherche les
moyens d'améliorer la situation
des premiers, c'est là qu'on affirme
sa volonté de conquérir la
journée de 8 heures et d'autres
avantages immédiatement réalisables.

Nos camarades de l'industrie
voient, sans aucun doute, renouve-
ler l'effort qu'ils font tous les ans
à pareille époque. Nous de sau-
sons trop rappeler aux ouvriers
de l'Etat que leurs intérêts sont
identiques à ceux des ouvriers de
l'industrie et nous ne pouvons
que les inviter à se joindre à eux
pour une action qui doit être pro-
fitable à tous.

LA COMMISSION DU JOURNAL

LES CONGÉS

La Chambre, chargée en 1967
d'étudier, pour se reporter sur le
travail, parait en vacances. Cette
absence n'est-elle pas un désaveu
de la régle et un refus sans
ambiguïté de la classe ouvrière de
l'Etat ?

En ce qui concerne la Chambre
d'arrêter les décisions de la Guerre
et de la Marine, celle-ci diffère
sur la question de la durée de la
vacance de la Marine. Mais le
gouvernement est sollicité de
faciliter cette réforme par tous les
moyens possibles.

Les vacances de la Marine sont
un sujet de la Marine. Mais le
gouvernement est sollicité de
faciliter cette réforme par tous les
moyens possibles.

Le 1^{er} Mai est proche. Vous-
avez cette année toute l'ampleur
de nos célébrations qu'il est ?
Cela dépendra des travailleurs.

Il faut attendre le n°68 d'avril 1968 du TE pour qu'en première page on appelle à rejoindre les travailleurs de l'industrie le 1^{er} Mai. L'article, bref, est signé de la commission du journal et se plaint d'une trop faible participation... alors qu'elle n'a pas appelé même au 1^{er} Mai 1966, pourtant grand succès de la CGT. Léon Jouhaux soi-même occupe plus loin trois colonnes pour conter l'histoire du 1^{er} Mai. Il ne sera que l'année suivante secrétaire confédéral, mais, allumettier, il est travailleur de l'Etat, et écrit dans le journal de l'Union fédérative de ce titre. A la fin de son article, il constate qu'à part une manifestation à Londres et « quelques incidents dramatiques en France » les premiers Mais n'ont eu « aucun retentissement dans les masses ouvrières »... Signe d'une difficulté à s'inscrire franchement dans le combat interprofessionnel et internationaliste !

A lire et faire connaître



Une bonne occasion de visiter le nouveau site de l'IHS confédéral.

Il contient un dossier sur l'histoire des 1^{er} Mai, avec le document ci-contre téléchargeable en PDF, des affiches...

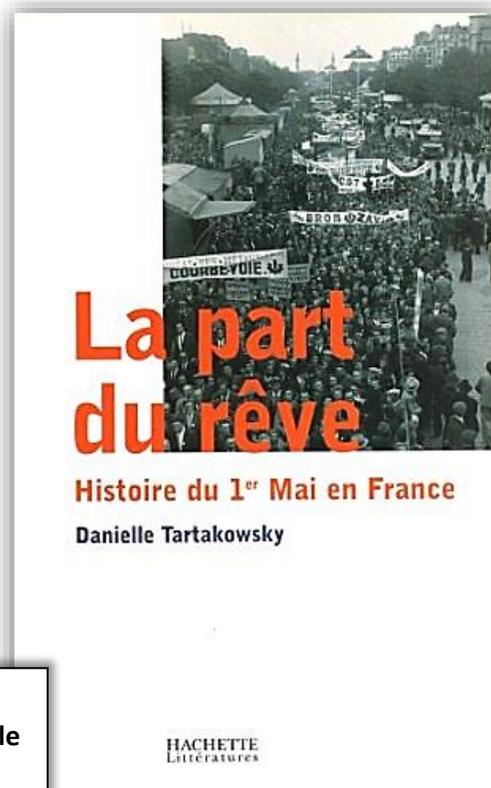
Accès par : IHS CGT

On y trouve aussi des liens vers des interviews de Danielle Tartakowski, auteure de l'ouvrage ci-dessous.

On ne saurait trop conseiller aux lecteurs du bulletin de surfer sur les autres thèmes : le site de l'IHS vient d'être renouvelé, il mérite l'attention.

Le dernier ouvrage important sur l'histoire du 1^{er} Mai, publié par **Danielle Tartakowski**

Loin des regards misérabilistes sur le mouvement ouvrier des origines.



Le second volet du film : **Les retraites ouvrières, trois siècles d'histoire**, réalisé par la **Centre d'histoire sociale** du XXe siècle est en ligne :

<https://www.ihs.cgt.fr/il-etait-une-fois-les-retraites/>

Vie de l'IFHS

Le site fédéral aussi renaît ce printemps, signe de renouveau. Il comprend un onglet pour l'Institut Fédéral d'Histoire Sociale. Pour l'instant, vous y retrouverez ce bulletin. Très bientôt, nous y mettrons en ligne un ensemble d'autres informations. Dès maintenant, vous pouvez nous envoyer des propositions pour son animation.

Adhésions 2020

L'adhésion à l' IFHS-TE donne droit à participer à l'Assemblée Générale Annuelle.

Les chèques, sont à libeller à l'ordre de :

« FNTE - Institut d'Histoire Sociale »

Tout règlement non accompagné du bulletin d'adhésion sera retourné

Tout bulletin d'adhésion doit être obligatoirement accompagné du règlement correspondant, et adressé à :

**Institut Fédéral d'Histoire Sociale –
Travailleurs de l'État
FNTE-CGT Case 541, 263 rue de Paris 93515
Montreuil Cedex**



INSTITUT FEDERAL D'HISTOIRE SOCIALE-TRAVAILLEURS DE L'ETAT

BULLETIN D'ADHESION 2020 **Collectif**

L'IFHS-TE-CGT élargit son offre d'adhésion, vous pouvez opter pour une adhésion couplée avec les *CAHIERS de l'HISTOIRE SOCIALE*, une publication de l'IHS CGT, en réalisant ainsi une économie substantielle.

L'ORGANISATION : ADHERE A L'IFHS-TE-CGT

Formule classique

ADRESSE :

VILLE : CODE POSTAL :

Déjà adhérente en 2019 ? : OUI NON rayez la mention inutile

Montant minimum de ma cotisation : 30 €

Montant libre de ma cotisation : € Indiquez le montant de votre cotisation supérieur à 30 €

Formule couplée : Les cahiers sont un outil précieux pour tous ceux – militants, syndiqués, non syndiqués – qui cherchent à connaître d'où ils viennent afin de mieux comprendre le présent pour relever de nouveaux défis. Cette revue est passionnante pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire sociale, et en particulier à l'histoire de la CGT.

ADRESSE :

VILLE : CODE POSTAL :

Déjà adhérente en 2019 ? : OUI NON rayez la mention inutile

Montant minimum de ma cotisation 45 € (*incluant l'abonnement aux cahiers de l'histoire sociale soit 4 cahiers par an. Prix de vente au numéro 10 €*)

Montant libre de ma cotisation : Indiquez le montant de votre cotisation supérieur à 45 €



ADRESSE E-MAIL (obligatoire pour recevoir les informations) :



INSTITUT FEDERAL D'HISTOIRE
SOCIALE-TRAVAILLEURS DE L'ETAT

BULLETIN D'ADHESION 2020
individuel

J'adhère à l'IFHS-TE-CGT

Formule classique

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

VILLE : CODE POSTAL :

Déjà adhérent en 2019 ? : OUI NON rayez la mention inutile

Montant minimum de ma cotisation : 15 €

Montant libre de ma cotisation :€ Indiquez le montant de votre cotisation supérieur à 15 €

Formule couplée

L'IFHS-TE-CGT élargit son offre d'adhésion, vous pouvez opter pour une adhésion couplée avec les CAHIERS de l'HISTOIRE SOCIALE, une publication de l'IHS CGT, en réalisant ainsi une économie substantielle.

(Les cahiers sont un outil précieux pour tous ceux – militants, syndiqués, non syndiqués – qui cherchent à connaître d'où ils viennent afin de mieux comprendre le présent pour relever de nouveaux défis. Cette revue est passionnante pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire sociale, et en particulier à l'histoire de la CGT)

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

VILLE : CODE POSTAL :

Déjà adhérent en 2019 ? : OUI NON rayez la mention inutile

Montant minimum de ma cotisation : 30 € (incluant l'abonnement aux Cahiers de l'Histoire Sociale soit 4 cahiers par an. Prix de vente au numéro 10 €)

Montant libre de ma cotisation : Indiquez le montant de votre cotisation supérieur à 30 €



ADRESSE E-MAIL (obligatoire pour recevoir les informations) :